

Elevages
2 rue Kerivoal
29334 Quimper

Quimper, le 13/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2024

Contexte et constats

Publié sur 

SCEA DE TREBEOLIN

Trébéolin
29460 Dirinon

Références : -
Code AIOT : 0052900715

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2024 dans l'établissement SCEA DE TREBEOLIN implanté Trébéolin 29460 Dirinon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA DE TREBEOLIN
- Trébéolin 29460 Dirinon
- Code AIOT : 0052900715
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Elevage porcin soumis au régime de l'autorisation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité	Arrêté Ministériel du	Demande de justificatif à	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	de l'installation à la demande d'autorisation	27/12/2013, article 3	l'exploitant	
3	Collecte des eaux de pluie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Déclaration annuelle des flux d'azote	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2	Sans objet
4	Absence de rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à signalement, demande d'actions correctives et de pièces justificatives à l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.
Constats : <u>Constatations :</u> - Surface cadastrée section ZV n° 124 d'une superficie de 1.8 ha Cette zone était en capacité d'accueillir une quantité de 50000 m ³ de remblais. L'origine et la quantité des matériaux apportés n'ont pas été transmis contrairement à la

<p>demande formulée par l'inspection le jour de la visite d'inspection (Demande formulée en présence de l'exploitant et de M.MALLEJAC de la société GUYOT Environnement).</p> <p>Absence de communication sur l'état d'avancement dudit permis d'aménager et de son potentiel classement sous la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées (Installation de Stockage de Déchets Inertes).</p> <p>Présence en contrebas d'un bassin tampon des eaux de ruissellement indemne de toute pollution ce jour.</p> <p>- Constat ce jour également de la présence d'un second site de stockage non répertorié d'une superficie d'environ 5730 m² (Section ZV n° 201 a).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre un état des lieux concernant l'état d'avancement du permis d'aménager accordé en date du 26/04/2018 incluant le récapitulatif des matériaux apportés sur le site (quantités, nature et origine).</p> <p>Se positionner vis-à-vis de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées (Installation de Stockage de Déchets Inertes - régime enregistrement) et justifier l'éventuel absence de classement.</p> <p>Apporter des éléments de réponse relatif à la nature du second site de stockage non répertorié et son potentiel devenir.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Déclaration annuelle des flux d'azote

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>PAR 6 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.</p>
<p>Constats :</p> <p>Déclaration annuelle des quantités d'azote épandues ou cédées réalisée conformément aux dispositions réglementaires. Cohérence de la déclaration avec les effectifs autorisés par Arrêté Préfectoral du 11/12/2013.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Collecte des eaux de pluie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel historique :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Un arrêté préfectoral de mesures d'urgence en date du 4 novembre 2016 vous imposait de réaliser sous un mois un diagnostic d'étanchéité des différents ouvrages de stockage des effluents (lisier brut, centrifugé et traité) et des canalisations (eaux pluviales, eaux souillées, effluents d'élevage) par un organisme extérieur expert, et de transmettre les solutions pour garantir le retour à l'étanchéité de l'ensemble de ces ouvrages de stockage et des réseaux. - Un arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 avril 2017 vous imposant d'effectuer un diagnostic d'étanchéité des réseaux d'effluents (eaux pluviales, usées, effluents d'élevage) et des lagunes par un organisme tiers expert sous 1 mois et de mettre en œuvre les mesures correctives adéquates. - Le diagnostic concernant le risque de fuites d'effluents a été déposé le 08/03/2019. <p>Ces documents témoignaient d'une modification de l'emprise de l'Installation Classée par un terrassement important à l'ouest de l'élevage. Cette modification n'avait pas été portée à la connaissance du Préfet avant sa réalisation conformément à l'article R 181-14.</p> <p>Le dépôt d'un dossier de porter à connaissance des modifications d'exploitation dans les formes attendu pour le 14/04/2019 a été déposé le 11/07/2019.</p> <p>Par courrier en date du 28/08/2019, les services instructeurs mettaient en évidence des insuffisances quant au contenu du dit dossier (indication de réalisation d'un fossé en aval de la plateforme afin de retenir et isoler les effluents de l'élevage en cas d'incident mais la description de cet équipement faisait défaut).</p> <p>Par courrier en date du 16/10/2023 , il a été pris acte de cet aménagement . Toutefois au regard de l'absence de réponse quant à la gestion des moyens de lutte contre les risques de pollution par le lisier, il a été rappelé à l'exploitant ses obligations et suites administratives et / ou pénales encourues en cas de manquement.</p> <p><u>Constats du 07/11/2024 :</u></p> <p>Absence de notification à l'inspection des installations classées des derniers aménagements prévus afin de permettre la sécurisation du site en cas d'incident.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande de l'inspection</u></p> <p>Finaliser le porter à connaissance, déposé le 11/07/2019, incluant les derniers aménagements réalisés ou à réaliser <u>sous 1 mois</u>.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Absence de rejets directs d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN
Prescription contrôlée : Tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit.
Constats : Conformité du point contrôlé.
Type de suites proposées : Sans suite